

«Ensemble, pour être plus forts !»



Toujours plus loin dans
l'horreur p. 2

Appel à la grève le 1^{er}
octobre p. 3

Campagne IR 2024
p. 3

Réformes en cours
p. 4

« Levez-vous ! » p. 4

ensemble, on s'organise >



GRÈVE
LE 1^{ER} OCTOBRE



Ce journal a été élaboré par les militants de la CGT Finances Publiques 95. Il est financé par les cotisations des syndiqués.

Les dégoûts et leçons de l'affaire Pelicot

En France, l'affaire Gisèle Pelicot permet de mettre au feu cette croyance coupable, qui condamne les femmes : celui que les bons pères de famille sont par nature des êtres raisonnables incapables de commettre des actes répréhensibles.

Rappel des faits : en 2020, Dominique Pelicot est arrêté alors qu'il filme sous les jupes de femmes au Leclerc de Carpentras. Sur son téléphone on découvre alors des photos de sa femme, manifestement inconsciente, dans des positions révélatrices. L'enquête commence. Elle révèle qu'entre 2013 et 2020, ce gentil père de famille proposait à des hommes, sur un site internet dédié, de venir violer sa femme.

À chaque fois qu'un drame survient mais que le coupable ne correspond pas à l'image qu'on a envie d'en avoir, les médias dominants semblent tomber des nues : comment un homme aussi banal peut-il commettre l'irréparable ? **Voilà le résultat de centaines d'années de construction d'un mythe dévastateur : celui du bon père de famille.**

Rose Lamy dans son ouvrage "En bons pères de famille", les décrit ainsi : "Un bon père de famille, c'est un personnage de droit qui représente la norme, le neutre universel autour duquel on structure la société". C'est pourquoi il est inattaquable, **puisque remettre en cause sa moralité, c'est remettre en cause toute la société patriarcale.** Dès qu'un homme soit-disant normal (comprendre blanc, âgé, inséré dans la société, avec un capital culturel et social moyen ou élevé) est accusé de viol, l'histoire nous paraît louche, on a fâcheusement tendance à remettre en questions la parole des victimes.

Le Collectif féministe contre le viol le rappelle : non, il n'y a pas de profil type de violeur: Gérard Depardieu, Patrick Poivre d'Arvor, Sébastien Cauet, Damien Abad, Gérald Darmanin... Ces fameux bons pères de famille seraient bien évidemment incapables de commettre les violences pour lesquelles ils sont accusés.

La culture du viol est souvent évoquée sur les plateaux téléés, la plupart du temps pour la tourner en dérision. Lorsqu'on invite des chercheuses sur le sujet, c'est pour les traiter d'hystériques, de misandres "mal baisées". Parce que leurs propos mettent en lumière un fait qui dérange : même si tous les hommes ne sont pas des violeurs, n'importe quel homme peut être un violeur.

La famille, lieu que tout un chacun veut croire un refuge bienveillant, que l'extrême droite veut ériger en citadelle à défendre, est bien un lieu de violence : "Première cellule du régime patriarcal, le foyer est le terrain d'exercice de la toute-puissance des pères de famille" écrit Rose Lamy. Le corps des femmes appartient aux hommes, il est leur terrain de jeu. Il suffit d'entendre la défense de certains accusés : "À partir du moment où le mari était présent il n'y avait pas viol". La femme appartient à son mari, point, tout comme les enfants. Le dossier contenant les photos pornographiques de la fille de Dominique Pelicot s'intitule : "Autour de ma fille, à poil". Toujours plus loin dans l'horreur.

Doit-on de également rappeler qu'en février dernier, Emmanuel Macron défendait publiquement Gérard Depardieu après la sortie d'une vidéo pourtant explicite ? Voilà le jeu dangereux de la solidarité masculine, qui empêche toute avancée en matière de protection contre les violences sexistes et sexuelles. Une femme, violée pendant 10 ans, 92 hommes qui se sont servis de son corps inerte sans état d'âme, et des centaines qui se sont tus par solidarité.

Cette affaire nous rappelle aussi l'orientation que nous nous sommes fixé.e.s à notre dernière assemblée générale. En effet, **nous devons toutes et tous nous former contre les violences sexistes et sexuelles** et nous nous mobiliserons à ces 2 prochaines dates :

- Le 28 septembre, pour le droit à l'avortement,
- Le 25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.



L'austérité, c'est toujours pour les mêmes !

Avec la bénédiction du patronat, Medef en tête, l'aggravation de la politique contre **nos droits sociaux** est aussi à l'ordre du jour : retraite, assurance chômage, sécurité sociale... Dans le même temps, tout augmente sauf nos salaires et notre pouvoir d'achat continue à baisser !

L'Insee prévoit provisoirement une inflation à 1,9 %, juste en dessous des 2% qui donnent lieu à une hausse automatique du Smic. Si aucun geste politique n'est pris, les salariés vont encore perdre près de 2 % de pouvoir d'achat!

Pourtant, la baisse du niveau de vie est toujours à l'œuvre. Rien qu'entre 2020 et 2023, les salarié·es ont perdu 5 points de pouvoir d'achat lorsqu'on analyse le salaire minimum de base, c'est-à-dire sans prime. Pourquoi ? Car les prix continuent d'augmenter. Si le coût de l'énergie a très peu augmenté en un an, ceux des biens de première nécessité, des transports et des hébergements continuent, eux, d'augmenter. Les prix alimentaires en supermarché ont augmenté de plus de 20 % sur les trois dernières années.

Le gouvernement doit, comme premier geste après sa nomination, augmenter immédiatement le Smic, même si l'inflation n'atteint pas 2 %. Il doit, en outre, tout mettre en œuvre pour augmenter l'ensemble des salaires et des pensions afin de sortir les salarié·es et les retraité·es de la spirale de perte de niveau de vie dans laquelle ils et elles sont enfermés.

Ainsi, la CGT revendique, outre la hausse du Smic, l'indexation automatique de tous les salaires sur les prix ainsi que l'ouverture immédiate de négociations salariales dans toutes les entreprises.

Le mardi 1er octobre 2024 est une journée de grève et de manifestation pour appeler l'ensemble des salarié·es et retraité·es à gagner des hausses de salaire et de pension et des budgets publics permettant de sortir de l'austérité.

Double utilité de se mobiliser :

MANIFESTER pour gagner le vote par les député·es de mesures pour financer nos services publics, l'abrogation de la réforme des retraites et une loi qui indexe les salaires sur les prix. La fragilité politique du gouvernement est un point d'appui pour gagner des avancées concrètes !



FAIRE GRÈVE pour gagner des augmentations de salaire et l'ouverture de négociations dans chaque entreprise. Pas question que nos salaires ne suivent pas les prix alors que les dividendes explosent !

UN BILAN DE CAMPAGNE TOUJOURS POSITIF ... POUR LA DIRECTION !

La campagne d'impôt sur le revenu s'achève (pour les dates officielles du moins) et l'heure est aux constats. La DDFiP 95 remercie les agents de leur implication car les chiffres n'ont jamais été aussi bons. Les sollicitations physiques ont diminué (les jours d'ouverture aussi ; coïncidence?), les chiffres de la saisie sont meilleurs à la première émission.

A quel prix doit-on ce bilan dont la direction est la seule à se féliciter ? Des heures écrêtées, la diminution forcée du télétravail, des suppressions de postes (37 dans les SIP du 95 entre 2022 et 2024), etc.

De même, les Établissements France Service (EFS) ne reçoivent que 1,23% des sollicitations physiques. Au regard de tous les emplois supprimés, la direction est clairement mauvaise en calcul de proportion !

Mais ne vous en faites pas, la direction a la solution magique : elle va fermer plus souvent l'accueil physique pour plus répondre au téléphone. Ce transfert de sollicitations ne diminuera pas la charge ou plutôt la surcharge de travail.

Pour la CGT, la solution est claire : de véritables créations d'emplois... et pas de redéploiements !

Selon la direction, il y a eu 3742 prestations délivrées par les Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL) en 2023, essentiellement pour les communes de 10 000 à 50 000 habitants. Celles-ci font appel au CDL principalement pour des conseils budgétaires, fiscaux et financiers.

Le passage à la M57 de l'intégralité des communes du Val D'Oise avec les tables de transposition à traiter, les demandes des ordonnateurs concernant l'IPC (Indicateur de Pilotage Comptable) et la mise en place progressive du CFU (Compte Financier Unique) entraîne dans les SGC un surplus important de travail. La sollicitation importante des CDL par les collectivités n'empêche pas l'augmentation des demandes de ces dernières auprès des agents des SGC. L'approche des élections municipales de 2026 va certainement accentuer la pression des communes sur les SGC afin d'améliorer leur IPC et, fatalement, sur les collègues.

La réforme de la RGP entraîne également une inquiétude grandissante, à la fois côté ordonnateur et côté SGC, car aujourd'hui tout le monde peut être mis en cause, voire condamné.

Allons-nous devenir des conseillers financiers et budgétaires ou des agences de notations des collectivités avec la mise en place de l'IPC ?

Réformes en cours à la DDFiP 95 :

- Le PCRП arrive au CfIP de Cergy en octobre 2024,
- Les Brigades devraient arriver au CfIP de Cergy en février 2025,
- Les services du CfIP de Saint-Leu devraient déménager au CfIP d'Ermont en ...ah bah, on ne sait pas car il n'y a apparemment plus de sous dans les caisses de l'État !
- Projet d'étendre l'expérimentation de la fermeture de 3 jours consécutifs d'un CfIP sur Argenteuil. En attendant, le bilan de celle réalisée sur Montmorency ne nous a toujours pas été communiqué!
- Afin de rééquilibrer les charges de travail dans les SGC (tiens donc!), la direction propose (ou impose?) de transformer le bloc « Qualité des flux » suivant l'un des 4 schémas suivants :
 - en un bloc unique pour le département ;
 - en deux blocs mutualisés rattachés à deux SGC à définir ;
 - en l'intégrant au bloc socle « Recettes/ dépenses – flux classiques » ;
 - ou en l'intégrant bloc mutualisé « Recouvrement forcé »,
- Suite aux élections législatives, l'expérimentation de la semaine en 4 jours est suspendue, les GT ne s'étant pas tenus au niveau national.

« LEVEZ VOUS »

Les dernières élections législatives ont été le terrain de plusieurs événements extraordinaires.

Pour la première fois de leur histoire respective, une grande partie de la gauche a trouvé un accord, la CGT a appelé à voter pour le programme d'un parti politique, les électeurs ont fait le choix en majorité des avancées sociales plutôt que la peur et le fascisme. Plusieurs propositions sont sorties de ce moment : la retraite à 60 ans, un SMIC à 1 600€ bruts ou encore le renforcement des services publics.

Autant de doux mots à placer dans des lois qui auraient pu être votées d'ici la fin de l'année, améliorant les conditions de vies de bon nombre d'entre nous. En lieu et place, cette rentrée est celle de la dictature des accords politiques de droite pour contrer ces avancées sociales.

L'empereur garde le pouvoir en jouant sur le tableau des tractations plutôt que de céder le pouvoir à la majorité (non absolue certes) parlementaire. Pendant les JOP, l'ambiance était guillerette car on nous

avait donné l'espoir d'un renouveau social et non capitaliste. On réapprenait le vivre ensemble en retirant cette étiquette de pays convaincu par le racisme et en espérant des jours meilleurs pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs. En lieu et place, nous aurons le droit à une coalition de droite au service du patronat, donc nous resterons en Macronie, mais la force a tremblé et a mis 1 mois et demi à trouver un 1^{er} ministre...de droite ! A nous de nous unir le 1^{er} octobre prochain pour obliger ce président à entendre notre majorité, celle des travailleuses et travailleurs, « la France d'en bas » comme ils aiment nous appeler. Alors **levez vous**, la rue nous appartient encore !

